



CLÉMENT PERRIN

SUPPLÉANTE : LAETITIA SION

Les
IR
Républicains

Madame, Monsieur,

L'Assemblée nationale a été dissoute et vous avez l'opportunité de reprendre la parole pour choisir l'avenir de notre pays.

La France traverse une crise majeure de déstabilisation et de désordre. Nous sommes à la croisée des chemins. Depuis 2017, M. Macron et ses gouvernements successifs ont plongé notre pays dans une situation d'impuissance et ont contribué à la montée de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche.

L'insécurité explose. Nos prisons sont surpeuplées et la justice est débordée. Dans le même temps, l'immigration n'est pas maîtrisée et les besoins essentiels que sont l'accès à la santé ou à une éducation de qualité ne sont plus garantis. **Le « quoi qu'il en coûte » et l'absence de maîtrise de nos dépenses publiques ont abouti à la création de 1 000 milliards d'euros de dette supplémentaires.** Les salaires ne progressent plus et l'inflation diminue le pouvoir d'achat.

Ne cédon pas pour autant au « bruit et à la fureur » des populistes et des extrêmes de tous bords qui jetteraient la France dans le chaos.

Il y a d'abord **le chaos de l'extrême-gauche qui est prête à toutes les compromissions avec l'islamisme.** Cette gauche va jusqu'à s'allier avec une formation politique qui refuse de considérer le Hamas comme une organisation terroriste.

Leur programme est toujours le même : plus de dépenses publiques, plus d'impôts, plus de dette, plus de règles et plus de normes. Ils n'hésiteront pas à s'attaquer aux libertés.

Il y a ensuite le chaos de l'extrême-droite avec qui nous refusons toute alliance. Le programme économique de Mme Le Pen et de M. Bardella

mettrait la France en faillite. Ils multiplient les promesses couteuses qui ruinerait le pays. Ils veulent priver la France de l'indispensable levier européen pour relever les défis du XXI^e siècle.

Notre vision pour la France est celle portée par **une droite courageuse, républicaine et indépendante.**

Nous défendons un programme de gouvernement en 10 points, capable de redresser la France, de restaurer l'ordre et de protéger nos libertés.

Nous voulons remettre de l'ordre à nos frontières, de l'ordre dans la rue, de l'ordre dans nos comptes. **Nous ferons en sorte de baisser les impôts et de protéger nos retraités, notamment contre la baisse de leurs retraites.** Il est possible de concilier la baisse des dépenses publiques et une meilleure qualité de nos services publics, qui est une priorité absolue.

Nous voulons aussi vous rendre de la liberté pour maîtriser votre destin et celui de votre famille. La liberté de produire, grâce à une baisse des impôts sur la production. La liberté de vivre des fruits de votre travail, en faisant en sorte que le travail paie. La liberté de transmettre, en facilitant la transmission ou la donation du patrimoine.

Le 30 juin, mobilisons-nous pour redresser la France !

Clément PERRIN

Nos 10 propositions pour redresser la France

1. Défendre le pouvoir d'achat et réindustrialiser la France pour retrouver de la prospérité.

Nous devons être un pays qui produit et pas seulement qui consomme. L'industrie procure des emplois de qualité. Il faut baisser les charges des entreprises et taxer les importations qui ne respectent pas nos normes. Nous augmenterons les salaires nets en baissant les cotisations sociales salariales. Nous réduirons le prix de l'électricité en relançant notre filière nucléaire et en supprimant certaines taxes sur l'électricité devenues inutiles.

2. Maîtriser l'immigration incontrôlée.

Nous reproposeons la réforme constitutionnelle nécessaire pour protéger nos frontières et dont M. Macron n'a pas voulu. Nous réduirons l'attractivité de notre modèle social en réformant l'aide médicale d'Etat et en conditionnant le versement des aides sociales non contributives à plusieurs années de séjour régulier.

3. Mettre en place une vraie politique du logement.

Nous supprimerons l'interdiction de la mise en location des passoires thermiques qui tue le marché locatif et nous protégerons les propriétaires contre les mauvais payeurs et les squatteurs. Nous baisserons les impôts sur les revenus locatifs pour remettre des logements sur le marché. La résidence principale ne sera plus taxée à l'IFI. Nous favoriserons l'accès à la propriété pour tous les Français.

4. Reprendre en main la politique pénale.

Nous rétablirons les peines planchers et nous créerons de courtes peines de prison immédiatement applicables pour tout délit. Les amendes seront aussi tout de suite recouvrées. Nous recruterons d'anciens militaires, policiers, inspecteurs des impôts pour réprimer rapidement les incivilités et la délinquance du quotidien. La justice des mineurs sera revue de fond en comble.

5. Soutenir l'assimilation et lutter contre l'islamisme.

Nous introduirons dans la Constitution la règle selon laquelle personne ne peut se prévaloir de sa religion ou de son origine pour ne pas respecter les lois de la République. Nous supprimerons tous les financements aux associations liées de près ou de loin à l'islamisme.

6. Lutter contre la bureaucratie pour libérer les Français et soutenir nos agriculteurs et nos entreprises.

Comme le disait le Président Pompidou, il faut « arrêter d'emmerder les Français ». Nous supprimerons les normes inutiles, françaises ou européennes.

7. Promouvoir une écologie fondée sur le progrès et respectueuse de notre mode de vie rural.

Nous développerons la filière nucléaire qui est une énergie décarbonée. Nous l'avons toujours défendue alors qu'Emmanuel Macron l'a reniée. Nous défendrons nos traditions et ferons confiance aux acteurs de terrain pour préserver la biodiversité et la beauté de nos territoires.

8. Mettre de l'ordre dans nos comptes publics et corriger les dérives de notre modèle social.

Nous voulons ramener le déficit public à la moyenne des pays européens et baisser les impôts pour vous redonner le pouvoir d'acheter, le pouvoir de produire et le pouvoir de transmettre à vos enfants. Nous serons intraitables avec les fraudeurs et les profiteurs de notre protection sociale.

9. Favoriser les familles.

Nous rétablirons les allocations familiales pour tous et nous permettrons aux Français de transmettre le produit d'une vie de travail à leurs enfants et petits-enfants sans être matraqués fiscalement. Il n'y aura plus d'impôt sur les transmissions familiales d'entreprises et d'exploitations agricoles.

10. Réformer en profondeur l'éducation et la santé.

Nous voulons revaloriser le salaire des enseignants et donner de l'autonomie aux établissements scolaires. Nous réaffirmerons la valeur du mérite. L'enseignement privé doit être respecté tout comme les établissements de soins privés. Nous favoriserons l'installation de médecins là où il n'y en a pas. Dans les hôpitaux, nous donnerons la priorité aux soins et pas à la bureaucratie.